



**CONSEIL COMMUNAUTAIRE**  
**Séance du 22 février 2022 à 18h00,**  
**au siège de Grand Lac, Communauté d'agglomération**  
**1500 boulevard Lepic 73 100 AIX-LES-BAINS**

Présents : (T = Titulaire ; S= Suppléant(e) votant,)

1 AIX-LES-BAINS	T Renaud BERETTI	Pouvoir de Lucie DAL PALU
2 AIX-LES-BAINS	T Gilles CAMUS	
3 AIX-LES-BAINS	T Daniel CARDE	
4 AIX-LES-BAINS	T Karine DUBOUCHET-REVOL	
5 AIX-LES-BAINS	T Marina FERRARI	
6 AIX-LES-BAINS	T Michel FRUGIER	
7 AIX-LES-BAINS	T André GIMENEZ	
8 AIX-LES-BAINS	T Thibaut GUIGUE	Pouvoir de Philippe DA SILVA LOPES
9 AIX-LES-BAINS	T Christophe MOIROUD	Arrivé après la 3 <sup>ème</sup> délibération
10 AIX-LES-BAINS	T Sophie PETIT GUILLAUME	
11 AIX-LES-BAINS	T Nicolas VAIRYO	Pouvoir de Philippe LAURENT
12 AIX-LES-BAINS	T Jean-Marc VIAL	
13 BOURDEAU	S Michel ARDOUVIN	
14 LE BOURGET DU LAC	T Nicolas MERCAT	
15 LE BOURGET DU LAC	T Édouard SIMONIAN	
16 BRISON SAINT INNOCENT	T Jean-Claude CROZE	Pouvoir de Marthe MASSONNAT
17 LA CHAPELLE DU MONT DU CHAT	T Bruno MORIN	
18 DRUMETTAZ-CLARAFOND	T Danièle BEAUX-SPEYSER	Pouvoir de Nathalie FONTAINE
19 ENTRELACS	T Jean-François BRAISSAND	
20 ENTRELACS	T Claire COCHET	
21 ENTRELACS	T Gaëlle GERBELOT	
22 ENTRELACS	T Jean-Marc GUIGUE	Arrivé après la 3 <sup>ème</sup> délibération
23 ENTRELACS	T Yves GRANGE	
24 GRESY-SUR-AIX	T Florian MAITRE	
25 GRESY-SUR-AIX	T Patrick POURCHASSE	Pouvoir de Colette PIGNIER
26 GRESY-SUR-AIX	T Chrystel TROQUIER	
27 LE MONTCEL	S Clarence APPELL	
28 MOTZ	T Daniel CLERC	
29 MOUXY	T Laurent FILIPPI	Pouvoir de Catherine RAVANNE
30 ONTEX	T Jacques CURTILLET	
31 PUGNY CHATENOD	T Bruno CROUZEVIALLE	Départ après la 41 <sup>ème</sup> délibération
32 RUFFIEUX	T Olivier ROGNARD	Départ après la 36 <sup>ème</sup> délibération
33 SAINT OFFENGE	T Bernard GELLOZ	
34 SAINT OURS	T Louis ALLARD	Arrivé après la 3 <sup>ème</sup> délibération Départ après la 36 <sup>ème</sup> délibération
35 SAINT PIERRE DE CURTILLE	T Gérard DILLENCHNEIDER	
36 SERRIERES-EN-CHAUTAGNE	T Brigitte TOUGNE-PICAZO	
37 TRESSERVE	T Jean-Claude LOISEAU	
38 TRESSERVE	T Annie MOULIN	Départ après la 40 <sup>ème</sup> délibération
39 TREVIGNIN	T Gérard GONTHIER	
40 VIONS	T Jean-Pierre SAVIOZ-FOUILLET	
41 VIVIERS-DU-LAC	T Martine SCAPOLAN	
42 VOGLANS	T Martine BERNON	Départ après la 35 <sup>ème</sup> délibération
43 VOGLANS	T Yves MERCIER	

23 communes présentes

Absents excusés :

AIX-LES-BAINS	Isabelle MOREAUX-JOUANNET
AIX-LES-BAINS	Esther POTIN
TRESSERVE	Christian ROUSSEL

Autres présents non-votants :

Olivier BERLIOUX	Directeur de cabinet
Frédéric GIMOND	Directeur général des services
Olivier VERDENAL	Directeur financier
Estelle COSTA de BEAUREGARD	Responsable juridique et des assemblées

L'assemblée s'est réunie sur convocation du 15 février 2022, transmise dans les conditions prévues par les articles L. 2121-10 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales, à laquelle était joint un dossier de travail comprenant l'ordre du jour, la note de synthèse et 51 projets de délibérations.

La convocation, l'ordre du jour et le dossier de travail ont également été transmis aux conseillers communautaires suppléants, et aux conseillers municipaux des communes membres de Grand Lac, conformément à l'article L. 5211-40-2 du code général des collectivités territoriales.

Le quorum est atteint en début de séance avec 40 présents et 47 votants. Florian MAITRE est désigné secrétaire de séance.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Grand Lac ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 Place de Verdun, BP1135, 38022 Grenoble Cedex), dans le délai de deux mois à compter de sa publication (acte réglementaire) ou de sa notification (acte individuel). Le tribunal administratif de Grenoble peut être saisi par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*



## DÉLIBÉRATION

N° : 47 Année : 2022

Exécutoire le : 23 FEV. 2022

Affichée le : 23 FEV. 2022

Visée le : 23 FEV. 2022

### ASSAINISSEMENT

#### Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement, commune de Chindrieux – Avenant n°2

Monsieur le Président rappelle à l'assemblée que la Commune de Chindrieux a confié à la société Veolia la gestion de son service public de l'assainissement par un contrat de délégation qui a pris effet le 1er mars 2007. Le contrat a fait l'objet d'un avenant reçu et transmis en préfecture le 3 août 2010.

La durée initiale du contrat est de 15 ans, non modifié par l'avenant n°1, l'échéance initiale est donc fixée au 28 février 2022.

Le fermier Veolia justifiant d'un déséquilibre financier de son contrat, sur proposition du groupe de pilotage Eaux et après avis du Conseil d'exploitation réuni le 26 janvier 2022, Monsieur le Président propose de ne pas augmenter la rémunération du fermier qui se traduirait directement sur la facture de l'utilisateur mais de réaliser en régie certaines prestations à hauteur de 15 163 €/an à proratiser sur la durée de l'avenant soit 10 178 €. Afin de limiter l'impact de ce transfert de charges il est proposé de limiter la prolongation du contrat de délégation de service public.

En effet, la compétence assainissement ayant été transférée à la Communauté d'Agglomération Grand Lac, et dans une volonté de continuité de service et de synchronisation des dates de fin de contrats de délégation eau et assainissement sur l'ensemble du territoire de Grand Lac, Monsieur le Président propose de prolonger le contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement sur la commune de Chindrieux jusqu'au 31 octobre 2022.

Il propose qu'une mise en concurrence soit organisée pour la période du 1er novembre 2022 au 31 décembre 2023 date à laquelle une nouvelle organisation de l'ensemble des services d'eau, d'assainissement et des eaux pluviales sera opérationnelle à l'échelle de Grand Lac.

Monsieur le Président donne lecture de l'avenant n°2.

Cette proposition d'avenant n°2 a reçu un avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 26 janvier 2022 et de la Commission de Délégation de Service Public en date du 14 février 2022.

Le Conseil de Communauté, après en avoir délibéré,

- APPROUVE le présent rapport,
- APPROUVE l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement de la commune de Chindrieux,
- AUTORISE Monsieur le Président à signer l'Avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement de la commune de Chindrieux et tous les actes nécessaires à son exécution.

- Délégués en exercice : 67
- Présents et représentés : 45
- Votants : 45
- Pour : 45
- Contre : 0
- Abstentions : 0
- Blancs : 0

Aix-les-Bains, le 22 février 2022

Le Président,  
Renaud BERETTI





**DEPARTEMENT DE LA SAVOIE**

**COMMUNE DE CHINDRIEUX**  
Communauté d'Agglomération Grand Lac

Avenant (modification) n°2  
au contrat de délégation de service public pour  
l'exploitation  
du service public de l'assainissement

Entre

La Communauté d'Agglomération Grand Lac, représenté par son Président, Monsieur Renaud BERETTI, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Conseil Communautaire en date du 20 février 2022, transmise au contrôle de légalité le \_\_\_\_\_, Désignée ci-après par la « Collectivité »,

d'une part

Et :

La société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, Société en Commandite par actions au capital de 2 207 287 340,98 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 572 025 526 dont le siège social est 21 rue de la Boétie - 75008 Paris représentée par M. Cyril CHASSAGNARD, Directeur Régional, Désignée ci-après le « Délégué »,

d'autre part

Il a été exposé ce qui suit :

## EXPOSE

La Commune de Chindrieux a confié au Délégué la gestion de son service public de l'assainissement par un contrat qui a pris effet le 1<sup>er</sup> mars 2007. Le contrat a fait l'objet d'un avenant reçu et légalisé en préfecture le 3 août 2010.

Cet avenant n°1 consistait à confier au Délégué la conception, la réalisation et le financement (pour sa partie non subventionnée) de l'extension de la station d'épuration communale en portant sa capacité de traitement à 2000 EH et à réviser la rémunération du Délégué au vu de l'augmentation des assiettes de facturation liée au raccordement à venir du quartier de Groisin. L'impact financier de cet avenant est présenté en annexe 1 du présent avenant.

La durée initiale du contrat est de 15 ans, non modifié par l'avenant n°1, l'échéance initiale est donc fixée au 28 février 2022.

La compétence assainissement ayant été transférée à la Communauté d'Agglomération Grand Lac et dans une volonté de continuité de service et de synchronisation des dates de fin de contrats sur son territoire, la Collectivité demande au Délégué de prolonger le contrat jusqu'au 31 octobre 2022.

Par ailleurs, au regard de l'équilibre économique du contrat, au vu en particulier des CARE fournis par le Délégué depuis le début du contrat, et compte tenu que la rémunération du Délégué sera inchangée dans le cadre du présent avenant, la Collectivité et son Délégué s'accordent sur le fait que certaines prestations seront prises en charge financièrement par la Collectivité.

Ainsi considérant ce qui précède et conformément aux dispositions des articles R3135-2 à R3135-4 et R3135-7 du Code de la Commande Publique, le présent avenant a pour objet d'intégrer ces modifications.

En conséquence, les Parties ont convenu de ce qui suit :

### **Article 1. Risques et périls**

Il est rappelé que les obligations du Délégataire restent inchangées par le présent avenant, en particulier celles énoncées aux articles 2 et 4 du contrat initial.

Le Délégataire exploite toujours le service à ses risques et périls.

### **Article 2. Charges financières transférées à la Collectivité**

Il est convenu entre les parties que les prestations suivantes seront réalisées et prises en charge par le Délégataire puis remboursées au Délégataire par la Collectivité :

- Les consommations d'énergie électrique des ouvrages du périmètre (abonnement et consommations)
- Les analyses réglementaires
- Les produits de traitement
- La prise en charge des frais de valorisation des déchets produits par la station d'épuration, à savoir les sous-produits (dégrillage et sables), et celle des boues biologiques

Le programme de renouvellement est maintenu tel que prévu dans le contrat initial.

Il est rappelé que le renouvellement fonctionnel (garantie de continuité de service) incombe toujours au Délégataire.

### **Article 3. Modalités pratiques**

Il est convenu entre les parties les modalités pratiques suivantes :

Désignation des travaux	Modalités pratiques	Règlement
<ul style="list-style-type: none"><li>• Les consommations d'énergie électrique des ouvrages du périmètre (abonnement et consommations)</li><li>• Les analyses réglementaires</li><li>• Les produits de traitement</li></ul>	Présentation des justificatifs nécessaires (calcul au prorata temporis par exemple pour l'énergie électrique)	Selon les justificatifs présentés

Le Délégataire est tenu de poursuivre ses efforts d'exploitation pour maîtriser les consommations d'énergie électrique et de produits de traitement.

#### **Article 4. Entrée en vigueur et durée de l'avenant**

Le présent avenant entrera en vigueur après signature par les parties intéressées, une fois accomplies les formalités de publicité relative à la délibération autorisant Monsieur le Président à signer et après retour du contrôle de légalité de l'avenant, et en tout état de cause au plus tard le 28 février 2022 minuit.

Le contrat initial est prolongé jusqu'au 31 octobre 2022, soit 8 mois.

#### **Article 5 : Seuil du Code de la Commande Publique**

L'annexe 1 détaille le montant du présent avenant, dans le respect des modalités de l'article R3135-4 du CCP, à savoir le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence puisque le contrat de concession comporte une clause d'indexation.

Selon l'article R3135-8 du CCP, un contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de l'avenant est inférieur au seuil européen, ce qui est le cas présentement, et à 10 % du montant du contrat de concession initial : l'augmentation du montant des 2 avenants successifs atteint 10,8%.

Une échéance avancée de 39 jours aurait permis de respecter le seuil des 10% mais, dans un souci de simplification et dans sa volonté d'homogénéisation des pratiques d'exploitation, dont un retour en régie d'une partie des installations et une consultation unifiée avec les services de l'eau potable de Chindrieux, La Biolle et Saint Pierre de Curtille pour une exploitation sous la forme d'un marché public, la collectivité souhaite faire coïncider ces échéances.

Par ailleurs, le montant cumulé des avenants des 4 contrats sus-cités amène une augmentation globale de 5,3%.

#### **Article 6 : Dispositions générales**

Toutes les stipulations du contrat initial non expressément contredites ou modifiées par le présent avenant demeurent en vigueur.



Fait en double exemplaire,

A Aix les Bains, le

Le Président de Grand Lac	Le Directeur régional de Veolia Eau
Renaud BERETTI	Cyril CHASSAGNARD

ANNEXE 1

CHINDRIEUX ASST

<b>CONTRAT INITIAL</b>		
Produits (CEP initial) sur la durée du contrat	€ 2 007	989 136,00 €

**Avenant n°1, légalisé le 14/06/2010**

Produits d'exploitation supplémentaires sur la durée restante du contrat, à savoir du 15/06/2010 au 28/02/2022	€ 2 007	59 057,56 €
soit une augmentation du chiffre d'affaires de :		5,97%

**Avenant n°2**

Produits d'exploitation supplémentaires : prolongation du contrat initial de 8 mois	€ 2 007	47 322,37 €
soit une augmentation du chiffre d'affaires de :		4,78%

<b>Avenants n°1 + n°2</b>	€ 2 007	106 379,93 €
<b>soit une augmentation du chiffre d'affaires de :</b>		<b>10,75%</b>

## Accusé de réception préfecture

**Objet de l'acte :**

Assainissement - Délégation de service public pour l'exploitation du service public de l'assainissement, Commune de Chindrieux - Avenant n.2

---

**Date de transmission de l'acte :** 23/02/2022

**Date de réception de l'accusé de réception :** 23/02/2022

---

**Numéro de l'acte :** d4033 ( [voir l'acte associé](#) )

**Identifiant unique de l'acte :** 073-200068674-20220222-d4033-DE

---

**Date de décision :** 22/02/2022

**Acte transmis par :** ESTELLE COSTA DE BEAUREGARD ID

---

**Nature de l'acte :** Délibération

**Matière de l'acte :** 1. Commande Publique  
1.2. Délégation de service public  
1.2.1. Délibérations  
1.2.1.4. Avenant

